

Accord professionnel
COMMERCES
Travail dominical et jours fériés

ACCORD DU 9 JANVIER 2012
RELATIF AU TRAVAIL DOMINICAL ET AUX JOURS FÉRIÉS
(HAUTE-GARONNE)
NOR : ASET1250474M

PRÉAMBULE

Les organisations patronales reconnaissent la représentativité syndicale, auprès de leurs salariés, des organisations syndicales signataires de la présente convention.

Les signataires du présent accord affirment qu'ils sont opposés à l'ouverture des magasins le dimanche et qu'il convient de respecter le repos dominical des employés du commerce.

Néanmoins, afin de satisfaire la clientèle, d'éviter une concurrence déloyale et de prendre en considération la consultation organisée par le conseil départemental du commerce, qui a recueilli l'accord des représentants des entreprises de la distribution, conviennent des dispositions suivantes.

Article 1^{er}

A titre exceptionnel pour l'année 2012, les commerces de la Haute-Garonne qui en feront la demande au maire de leur commune, telle que prévue par l'article L. 3132-26 du code du travail, auront la possibilité d'ouvrir les dimanches 16 et 23 décembre 2012.

A condition :

- de ne faire appel qu'au volontariat ;
- de respecter les amplitudes d'ouvertures suivantes pour ces dimanches : 9 heures à 20 heures ou 10 heures d'amplitude maximum, sans ouvrir au-delà de 20 heures ;
- d'appliquer l'interruption habituelle pour le déjeuner, qui sera de 30 minutes minimum ;
- de fermer tous les jours fériés légaux d'ici la fin de 2012 sauf le jeudi 17 mai (Ascension), le samedi 14 juillet (fête nationale) et le jeudi 1^{er} novembre 2011 (Toussaint), qui pourront être ouverts.

Ces possibilités d'ouvertures excluent tous les autres dimanches d'ici la fin de l'année.

Article 2

Les apprentis ne pourront pas travailler ces journées d'ouvertures exceptionnelles.

Article 3

Aucune pression, aucune sanction, ne pourra être exercée ou prise à l'encontre des salariés qui refuseront de travailler les dimanches 16 et 23 décembre 2012.

Article 4

Les heures de travail effectuées ces dimanches seront rémunérées selon un taux horaire égal au double du taux horaire habituel.

Article 5

Les dispositions du code du travail concernant notamment l'interruption du travail à l'occasion du repas ou l'amplitude de la durée du travail seront naturellement applicables. Notamment l'interruption pour le déjeuner citée à l'article 1^{er} ne dépassera pas 2 heures.

L'amplitude d'ouverture citée à l'article 1^{er} ne saurait faire échec aux règles applicables spécifiquement à chaque établissement, suivant accord de branche ou convention collective propre à chaque entreprise, en matière de durée et amplitude journalière de travail de leurs salariés.

Article 6

Un repos compensateur, égal à la durée du travail effectuée ces dimanches, devra être obligatoirement donné au salarié concerné, à sa demande, soit dans la semaine suivant l'ouverture, soit avant le 15 février 2013 pour l'année 2012.

Pour cela, l'employeur devra afficher dans son établissement, suivant accord de branche ou convention collective propre à chaque entreprise, les modalités de prise du repos compensateur, en communiquer le double aux services de la DIRECCTE, UT de la Haute-Garonne qui en contrôleront le respect. Ce repos compensateur constituera donc un droit à congé rémunéré (application de l'article L. 3132-27 du code du travail).

Article 7

Ces dispositions sont également applicables au personnel d'encadrement.

Article 8

En ce qui concerne la rémunération, le repos compensateur et plus généralement toutes les dispositions concernant les relations du travail dans l'entreprise, cet accord ne se substitue pas aux accords d'entreprise ou conventionnels plus favorables.

Article 9

Ces dispositions ne concernent pas les entreprises qui n'emploient pas de salariés.

Article 10

En cas de non-respect du présent accord, les organisations syndicales signataires pourront se constituer partie civile à l'encontre des contrevenants.

Article 11

Les parties signataires conviennent de se rencontrer, sous l'égide du directeur régional adjoint de la DIRECCTE, responsable de l'unité territoriale de la Haute-Garonne, avant le 1^{er} mai 2013 afin de faire le point sur la bonne application de l'accord 2012.

CONCLUSION

Les signataires du présent accord :

Considèrent que cet accord améliore les dispositions du code du travail ;

Affirment, à nouveau, le caractère volontaire de la participation des salariés à l'activité des deux dimanches définis en 2012 ;

Demandent aux consommateurs de prendre conscience du respect des conditions de travail des salariés, du respect de leur repos dominical et de leur vie familiale ;

Demandent aux maires du département de la Haute-Garonne de respecter les dispositions du présent accord et d'en assurer l'affichage en mairie ;

Prient instamment monsieur le préfet de la Haute-Garonne de prendre toutes dispositions réglementaires permettant l'application intégrale du présent accord.

Fait à Toulouse, le 9 janvier 2012.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

CGPME Haute-Garonne ;

MEDEF Haute-Garonne ;

UPA Haute-Garonne.

Syndicats de salariés :

CFDT ;

CFTC ;

CFE-CGC ;

UD FO Haute-Garonne.